

Faut-il craindre une autre histoire du Québec ?¹

On dit de l'histoire qu'elle est sous surveillance. La preuve en fut donnée au Québec au printemps 2006. Un texte paru à la une du journal *Le Devoir* annonçait en effet que le gouvernement de la province était sur le point d'avaliser un nouveau programme d'histoire qui répudiait littéralement la vraie nature du passé québécois.

Au dire du scribe incendiaire et de ses suiveurs remontés², le programme en question – *Histoire et éducation à la citoyenneté* – était une insulte à la mémoire collective de la nation. Il dérogeait au grand récit collectif fondé sur le conflit pérenne entre les «Français» et les «Anglais». Il ne construisait plus l'histoire de la nation sur la série d'échecs, de défaites et d'humiliations qui avaient scandé son parcours dans le temps. Le passé du Québec cessait d'être mis en scène comme une tragédie sans fin. Il était au contraire le lieu de productions et de réalisations positives. Il n'était plus cette pièce où les Québécois, et les Canadiens français avant eux, jouaient le rôle de vaincus et de victimes.

Selon le journaliste et ses émules scandalisés, l'orientation du nouveau programme était rien de moins qu'indécente et inquiétante. C'était le sens et l'essence du Nous-autres les Québécois qui risquaient de pâtir irrémédiablement de ce nouveau programme. Mais le plus grave restait à venir. À terme, les jeunes ne sauraient plus se définir comme Québécois à partir d'un récit où ils apparaissaient comme les héritiers d'éternels *manqués*. La crainte de ne pas être disparaîtrait possiblement de leur imaginaire. Ils cesseraient alors d'être Québécois. Car ce qui définit principalement un Québécois, c'est sa souffrance de ne pas avoir été ce qu'il aurait pu être ou dû être – à cause de l'autre, bien sûr...

BATAILLE RANGÉE

Sur le plan du fond, le débat portant sur le nouveau programme d'histoire n'a rien donné de positif. Aucune réflexion consistante n'a été produite sur l'interprétation à offrir de l'expérience historique québécoise. Très tôt, les chevaliers de la Nation ont pris le crachoir médiatique et imposé leurs visions. Leur argument était d'autorité. Il se résumait à ceci : pas touche à

¹ Jocelyn Létourneau, *Le Québec entre son passé et ses passages*, Montréal, Fides, 2010, p. 57-67.

² Plusieurs articles parus dans les quotidiens sont disponibles sur le site <http://vigile.net/> [dossier intitulé «Débats sur l'enseignement de l'histoire»].

notre histoire ni à notre mémoire. Le grand récit collectif accrédité des Québécois a le statut d'évangile. Il ne peut être remis en cause ou remplacé par les historiettes de salon confectionnées par les tenants de la nouvelle histoire³. Ceux-là sont des «feds» déguisés en profs⁴. Ils veulent dépolitiser le passé québécois. Ils veulent cesser d'en faire un lieu d'éducation nationale. Ils veulent inoculer aux jeunes le germe du doute par rapport aux représentations acquises et interprétations conquises du passé collectif. Ils veulent sortir les jeunes d'un espace mémoriel et historial qui est le cocon de leur identité. La descendance nationale est en péril. Et la transcendance nationale de même...

Dès le début de la controverse, quelques intervenants associés à l'hérésie du nouveau programme s'élevèrent bien sûr contre le dire exalté des vestales de la Nation québécoise. Détail intéressant, les «impies» venaient surtout de l'Université Laval ! Leur propos visait la modération et la pondération. On pourrait le résumer à ces quelques points⁵ :

- Non, le nouveau programme n'est pas l'expression d'un complot fédéraliste. Il a été élaboré par un groupe de spécialistes de divers horizons professionnels et sans doute de différentes allégeances politiques, mais leur affiliation idéologique n'a pas été contrôlée... Pour confectionner le programme réformé, ses concepteurs ont consulté ou sondé de nombreux experts – pédagogues, didacticiens, enseignants, historiens – tous compétents et rigoureux dans leurs approches. Dernier point mais non le moindre : dans le cours de sa préparation, qui s'est étendue sur plusieurs mois, le programme a fait l'objet de multiples présentations auprès des maîtres, suscitant leur enthousiasme et ralliant leur appui.
- Attention avant d'attaquer le programme mis en place par le ministère sous prétexte qu'il ne charrie pas la matière habituelle de l'histoire du Québec. Il faut comprendre que ce programme en est un d'éducation à la citoyenneté par lequel on vise, grâce à l'histoire, à initier les jeunes aux particularités de la société dans laquelle ils vivent maintenant. Certes, on

³ Depuis sa posture parisienne, le journaliste Christian Rioux a cru bon, sur ce sujet en particulier, de faire la leçon à tous et en toute matière. Influents, ses points de vue ont été rien de moins que désolants. Voir ses articles «Une génération d'amnésiques», *Le Devoir*, 25 mai 2006, et «La fin de l'histoire», *Le Devoir*, 30 juin 2006.

⁴ L'idée voulant que le gouvernement fédéral et que les méchants fédéralistes, toujours en train de comploter contre la cause du Québec, soient derrière la mise en œuvre du nouveau programme d'histoire a été notamment avancée par Robert Comeau, Josianne Lavallée et Charles-Philippe Courtois, mais aussi par Laurent Lamontagne et Félix Bouvier, respectivement (à l'époque) président et secrétaire de la Société des professeurs d'histoire du Québec.

⁵ Jean-François Cardin, «Les programmes d'histoire nationale : une mise au point», *Le Devoir*, 29-30 avril 2006 ; Christian Laville, «Un cours d'histoire pour notre époque», *Le Devoir*, 2 mai 2006 ; Jocelyn Létourneau, «Un débat mal parti», *Le Devoir*, 1^{er} mai 2006 ; *id.*, «Absolument pas fédéraliste !» [titre malheureux du journal], *La Presse*, 3 mai 2006.

peut contester la décision du gouvernement de préconiser l'éducation civique par l'histoire plutôt que de miser sur l'éducation historique *stricto sensu*. On ne peut toutefois juger la qualité d'une pomme à partir des critères d'appréciation d'une orange. Ce que le ministère inaugure et institue, en appuyant sa démarche sur moult rapports de comités et sur un large consensus chez les spécialistes⁶, n'est pas comme tel un programme d'histoire nationale, mais un programme d'éducation à la citoyenneté.

- Et même s'il s'agissait d'un programme d'histoire nationale, il faut bien admettre que le passé québécois est quelque chose de complexe. Le réduire à une histoire simple et univoque, par exemple celle de la «Nation conquise, estropiée et mise en réserve par l'autre», n'est peut-être pas la meilleure façon d'en rendre compte. Le défi actuel de l'enseignement de l'histoire au Québec n'est-il pas d'«ouvrir le passé national», comme le recommandait dès 1996 le Comité Lacoursière ?⁷
- Finalement, les jeunes ne sont pas des cruches à remplir, mais des esprits à stimuler. L'école est précisément le lieu où on peut les initier au raisonnement systématique et à la pensée critique. Or, transmettre aux jeunes le goût de l'analyse rigoureuse et celui du réflexe critique est aussi important que de leur transférer des masses de faits. L'acquisition par les jeunes de «compétences transversales» vise justement à développer leurs habiletés intellectuelles. Endossé et poursuivi dans le monde occidental depuis un bon moment, cet objectif pédagogique est la marque d'une progression, pas celle d'une régression ou d'un détournement de conscience.

Malheureusement, et ce sans surprise, la manifestation de raison des profs n'eut guère de succès, à peine d'écho. La vague de critiques contre le nouveau programme fut comme une déferlante par temps d'ouragan ! Devant l'ampleur des protestations orchestrées, le ministre craqua. Rapidement, il donna instruction pour qu'on réintroduise «plus de conflits» dans l'histoire du Québec. Il affirma aussi qu'il n'était pas question d'offrir aux jeunes une histoire du Québec qui ignore les faits structurants de l'expérience québécoise dans le temps. Il combla d'aise les dénigreur du programme en ajoutant que la perspective de cette histoire ne devait pas être liée aux besoins du présent, mais avait pour obligation de refléter le passé réel⁸. Et le

⁶ Il est important de rappeler que le programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* ne procède d'un coup de force gouvernemental ni n'a été imposé en catimini. Il s'inscrit plutôt dans la suite de la publication du Rapport Lacoursière (1996), du Rapport Inchauspé (1997) et de l'énoncé de politique éducative *L'école, tout un programme* (1997).

⁷ «Le rapport Lacoursière sur l'enseignement de l'histoire – dix ans après», *Bulletin d'histoire politique*, 14, 3 (printemps 2006).

⁸ Marie Allard, «Le programme d'histoire "moins politique" suscite un tollé», *La Presse*, 28 avril 2006 ; Michel Corbeil, «La bataille des plaines d'Abraham demeurera dans les livres d'histoire», *Le Soleil*, 28 avril 2006 ; Presse canadienne, «Fournier dit non à l'histoire "rose bonbon"», *Le Journal de Québec*, 28 avril 2006.

programme d'être révisé en conséquence, comme s'il péchait effectivement des vices qu'on lui imputait !

LENDEMAINS DE GUERRE

Le remaniement du programme a-t-il amadoué ceux qu'il enrageait ? Non.

Depuis son déclenchement, il y a quatre ans, la campagne de dénigrement de l'initiative ministérielle n'a cessé de s'étendre dans les blogues, sur les sites Internet et dans les journaux. Soutenue notamment par le Mouvement national des Québécoises et des Québécois, par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et par la revue *L'Action nationale*, une nouvelle coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec a même vu le jour à l'été 2009⁹. Les griefs du syndicat sont nombreux. Au dire des hérauts de l'alliance, le programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* met trop l'accent sur les compétences à maîtriser et pas assez sur les connaissances à acquérir ; dit sans ambages, les apprentissages l'emportent sur les contenus, ce qui est mauvais pour la formation de petits nationaux. Pis, la trame narrative servant de support à l'histoire racontée demeure trop iconoclaste par rapport à ce qu'il serait souhaitable. Imbu de rectitude politique et inféodé aux sirènes du multiculturalisme et du post-nationalisme, le programme asepticise le passé au lieu de le révéler dans la tourmente de ce qu'il a été et les misères qui l'ont marqué. Si bien que les jeunes risquent d'oublier qu'ils ont eu une histoire pleine de peines et de déveines. Et qu'ils appartiennent à une nation meurtrie.

Ce diagnostic éploré, qui apparente le nouveau programme d'histoire à un cheval de Troie introduit dans la forteresse de la Nation québécoise et dans l'enceinte de l'Identitaire de la nouvelle génération, est évidemment contestable. En fait, bien que jugée superficielle par les défenseurs de la mémoire nationale, la révision du programme effectuée par le ministère a eu des conséquences importantes. Les pressions exercées sur le ministère par les harangueurs nationalistes ont fait mouche. Le ministre et ses successeurs ont cédé aux diktats des surveillants du patrimoine historique québécois. La

⁹ Outre les trois organismes cités dans le corps du texte, il faut ajouter, au titre des membres de la coalition, la Société des professeurs d'histoire du Québec, la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, la Fondation du Prêt d'honneur, l'Association des professeurs et des professeurs d'histoire des collèges du Québec, la Fondation Lionel-Groulx, les Lieux de mémoire communs franco-québécois, la Société du patrimoine politique du Québec, le Collectif pour une éducation de qualité, l'Ensemble Nouvelle-France et la Société historique de Montréal. Il serait fort instructif de procéder à l'analyse sociologique des partenaires de la coalition. Entre les organismes, on découvrirait sans doute de fortes parentés politiques, de même que la présence de membres clés circulant aisément d'un organisme à l'autre, favorisant ainsi l'intégration du tout sous un même empire idéologique.

démarche méthodique des pédagogues s'est inclinée devant la raison politique des idéologues.

Des preuves à ce repli ? Comparons simplement les titres des grandes thématiques historiques qui remplacent, dans le programme révisé, les titres initialement prévus par les gens du ministère. Dans la première version du programme, on parlait ainsi de l'«émergence de la société canadienne» pour désigner la période qui va du 16^e siècle à la conquête. Quoique peu conventionnelle, cette interprétation est valable. Or, dans la version modifiée du programme, on revient à une appellation contrôlée : «l'émergence d'une société en Nouvelle-France». Il en est de même pour la période allant de la conquête à la confédération. Dans la première mouture du programme, on titrait, maladroitement sans doute, mais pas fausement : «l'accession à la démocratie dans la colonie britannique». Dans la vision amendée, on parle de «changement d'empire et d'expérience du parlementarisme dans la colonie britannique». Quoi de plus classique – et de rassurant – pour les chantres du récit accrédité de l'histoire du Québec ?

On pourrait donner d'autres exemples d'adaptation du programme par le ministère, la plupart des changements ramenant, au cœur de l'histoire proposée aux élèves, les événements, personnages et cadres d'action traditionnels de l'expérience nationale québécoise. Évidemment, les aménagements effectués témoignent de la volonté du MELS de calmer les ardeurs brûlantes de certaines critiques du programme qui, manifestement, ont dérangé les politiques au pouvoir jusqu'à obtenir leur retraite. Cela dit, on ne sera pas surpris du décrochage ministériel. L'histoire étant une religion au Québec, le désir d'accommoder un maximum de communiantes à l'eucharistie nationale est un dogme fortement ancré dans la culture des gouvernements, qui redoutent plus que tout de provoquer un schisme historial dans la population.

UNE AUTRE HISTOIRE POSSIBLE DU QUÉBEC

Cela n'est pas à dire que le nouveau programme d'histoire soit sans reproche. Il importe toutefois de saisir les critiques pour ce qu'elles n'ont jamais cessé d'être au fond : la crainte de voir les jeunes adhérer à une *autre histoire* du Québec. Par autre histoire du Québec, on entend un récit présentant l'expérience historique de la société québécoise sous un angle qui ne soit pas fondamentalement celui de la lutte d'un peuple pour sa libération nationale. Or, pour un grand nombre d'intervenants, il s'agit là d'un crime de lèse-majesté. Sortir de la matrice nationalitaire pour faire l'histoire du Québec, c'est non seulement (re)nier le passé de la nation québécoise, c'est aussi fragiliser son avenir. Tant du point de vue de la rigueur que du point de vue de la pertinence, un tel récit se veut, aux yeux des cerbères de «l'histoire vraie» du Québec, l'expression d'un révisionnisme dangereux.

Mais est-ce bien le cas ? Peut-on passer d'une histoire de la nation québécoise à une histoire problème de la société québécoise sans trahir le fond historique du Québec ? Peut-on raconter l'expérience historique québécoise en dehors de la téléologie nationale sans mettre en danger la situation politique générale de la société ? À ces deux questions, une seule réponse : oui. On peut sortir de la cohérence nationale sans engendrer d'orphelins de la nation. On peut se faire trouble-mémoire sans créer de trou de mémoire préjudiciable à l'avenir de la société. Il est même sain de critiquer ce qui se présente comme canonique : trop souvent, la fixation sur le même cache en effet la répression idéologique du différent.

Il ne faut pas craindre par exemple de faire l'histoire du Québec à travers le récit des grands processus structurant de la modernité occidentale – l'avènement de la démocratie représentative, le passage au capitalisme industriel, la création d'un espace de délibération publique, la diversification du tissu social, la pluralité des identités, etc. – dont on sait les conflits et tensions qu'ils ont engendrés. Ce cadrage ample, qui appelle sa chronologie particulière et sa série événementielle spécifique, est d'ailleurs celui que les gens du ministère entendaient favoriser pour initier les jeunes à l'évolution de la société québécoise d'hier à aujourd'hui.

Quoiqu'il en soit, ce cadrage est loin d'être inadéquat ou inapproprié. Il n'a rien d'une falsification de perspective. Il souligne à quel point la société québécoise a participé à sa manière d'une mouvance économique, politique et sociale partagée par d'autres sociétés ; combien, aussi, elle a été traversée de tout temps par des idées, des enjeux et des défis qui s'apparentaient à ceux de bien des sociétés occidentales. La recherche historique des quarante dernières années a montré que l'itinéraire historique de la société québécoise avait représenté une variante particulière du parcours général suivi par toutes les sociétés occidentales. Voudrait-on nier l'apport de cette recherche et revenir à la vision d'un Québec exceptionnel par sa nature et sa trajectoire historiques, application locale d'une idéologie providentialiste (peuple distinct/peuple élu) que l'on croyait dépassée ? Dans ce cas, c'est la science qui y perdrait et les jeunes qui seraient bernés !

Cela ne veut pas dire que le développement historique de la société québécoise ne soit que la réplique de ce qui est survenu ailleurs. Les contraintes géographiques, la nature du peuplement, le rôle joué par certains groupes sociaux – par exemple l'Église – dans la structuration de cette société sont autant d'éléments qui ont coloré, spécifié et orienté sa trajectoire. Pour en finir avec le débat simpliste visant à déterminer si le Québec a connu un parcours historique «normal» ou «particulier», on pourrait dire de cette société qu'elle s'est développée comme une «société normale particulière». Dans les faits, le Québec a évolué dans la mouvance des sociétés occidentales tout en inventant ses propres manières de pratiquer cette occidentalité, soit sur le mode d'une canadianité et d'une québécoité dont il faut reconnaître l'originalité. C'est d'ailleurs dans cette manière originale de

vivre l'occidentalité que se découvre l'identité québécoise, laquelle s'est exprimée dans des aménagements linguistiques, institutionnels et culturels qui différencient cette société – non pas dans son fond, mais dans ses formes – des autres sociétés qui composent la mosaïque occidentale.

Et la question nationale ? Comment traiter du fait national au Québec sans littéralement soumettre l'étude de cette société aux exigences d'une entreprise nationaliste ? À vrai dire, la réponse n'est pas si compliquée : il suffit d'écouter le passé s'exprimer dans la diversité de ses voix et de rendre compte de cette pluralité discursive et politique plutôt que de la ramener à quelque chose de simple et d'univoque.

Il est clair que la société québécoise est marquée depuis un bon moment par une intention nationale. Si l'on ne peut occulter la persistance et la prégnance de cette ambition collective, on ne peut non plus la grossir au point de tout fourrer dans sa panse expansive, comme si l'évolution entière de la société québécoise se résumait à la lente formation d'une nation en lutte pour sa survie et son achèvement historique dans l'État souverain. Par ailleurs, l'intention nationale qui s'est exprimée au Québec n'a jamais été monovalente. Au contraire, elle s'est toujours manifestée de manière pluri-voque, voire ambiguë, les Québécois étant tout à la fois animés par un désir de refondation, une volonté de continuation, une appétence pour la collaboration et une envie d'autonomisation. C'est d'ailleurs au carrefour de ces quatre vecteurs d'être et dans leur tension irréductible que l'on peut saisir le lieu politique de (p)référence des Québécois¹⁰.

L'intention nationale est une caractéristique majeure de l'expérience historique québécoise. Elle est un facteur important dans l'évolution de cette société. On aurait tort toutefois de porter cette variable au rang d'explicateur universel de la destinée québécoise dans le temps, comme si, au-delà de ce concept, il n'y avait aucun questionnement possible. C'est pourtant ce que font, consciemment ou pas, tous ceux pour qui l'histoire du Québec est d'abord et avant tout l'histoire de la Nation québécoise. Or, l'histoire du Québec ne peut être présentée, sous peine de simplification abusive et de surdétermination de la méthode par la mémoire, comme l'histoire d'une Nation en soi, pour soi et allant de soi.

L'histoire du Québec est celle plutôt de la formation d'une société inspirée par la référence nationale et traversée par une intention nationale diversement portée par ses habitants. Pour avancer, les Québécois ont toujours cherché des voies de passage mitoyen ou médian vers l'avenir, voies réformistes plutôt que révolutionnaires, conciliantes plutôt que violentes, prudentes plutôt que risquées. Le fait que la société québécoise ait été historiquement représentée, et qu'elle se soit instituée à plus d'un titre, comme une nation ne change rien au fait que l'idée de nation existant au

¹⁰ Jocelyn Létourneau, *Que veulent vraiment les Québécois ? Regard sur l'intention nationale au Québec (français) d'hier à aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2006.

sein de cette société n'a jamais fait l'unanimité chez ses habitants, surtout au chapitre de la forme politique globale à donner à cette nation. Or, cette hétérogénéité de l'idée et de la pratique de la nation au sein de la société québécoise est encore bien vivante aujourd'hui, n'en déplaise à ceux qui voudraient que les Québécois se branchent une fois pour toutes – ce qu'ils ne semblent pas prêts à faire pour le moment...

C'est cette histoire d'une société complexe, tout à la fois universelle et spécifique dans son développement, originale par ses combinaisons d'euro-péanité, d'américanité et d'autochtonité amalgamées au sein d'un creuset identitaire particulier, celui de la canadianité régénérée dans la québécoité, qui doit être présentée aux jeunes. Nulle intention ici d'omettre quelque fait d'histoire ou de nier les conflits. Mais nulle intention non plus d'enclorre le passé dans un récit dont les tenants et les aboutissants sont déterminés par une vision historique du Québec répondant à un projet politique d'avenir pour cette société. L'époque actuelle est à la complexification de la référence nationale, pas à sa simplification. Le récit de l'histoire du Québec n'a pas à se déployer dans les cadres sociaux de la mémoire et de l'identité nationales des Québécois.

Amener les élèves à découvrir la complexité historique du Québec et leur faire comprendre qu'il n'y a pas un seul récit possible du parcours emprunté dans le temps par la société québécoise, ce n'est pas stériliser leur mémoire, détourner leur être politique ou les condamner à l'ignorance factuelle. C'est leur donner les moyens d'aiguiser leur intelligence historique, d'enrichir leurs perspectives critiques et de sortir d'un territoire historial et mémoriel qui les limite au lieu de les libérer.